

Unité départementale du Haut-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 19/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CONSTELLIUM NEUF BRISACH**

USINE DE BIESHEIM  
ZIP RHENANE NORD RD 52  
68600 Biesheim

Références : -  
Code AIOT : 0006700469

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Constellium exploite sur le site de Neuf-Brisach une installation de production d'aluminium secondaire, dont les unités de combustion ont une puissance calorifique totale de combustion supérieure à 20 MW. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôles des compteurs internes	Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	méthode de calcul des la chaleur mesurable	Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1	Sans objet
3	Contrôles des compteurs internes	Règlement européen du 19/12/2018, article 10.5.c)	Sans objet
4	évaluation des pertes de chaleur	Règlement européen du 19/12/2018, article 2.(3)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre à l'Inspection un plan de contrôle métrologique portant sur les moyens de mesure utilisés pour la détermination des niveaux d'activité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : méthode de calcul des la chaleur mesurable**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détermination des niveaux d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.
<b>Constats :</b>

D'après le plan méthodologique de surveillance (PMS) version 6 servant à décrire les méthodes utilisées pour élaborer les déclarations des niveaux d'activité, l'exploitant fait mention de deux méthodes différentes pour la déclaration de la chaleur mesurable. Celle-ci donne droit à l'allocation de quotas gratuits. La chaleur mesurable consommée à partir des chaudières du site est calculée à partir de la consommation des combustibles par les chaudières multipliée par leur rendement. La chaleur mesurable issue des récupérateurs de chaleur est mesurée par des compteurs d'énergie thermique. Les pertes de chaleur sont estimées forfaitairement à 2 % de la chaleur produite pour estimer la chaleur mesurable consommée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les fichiers de calcul relatifs à la chaleur mesurable. Il a expliqué, calcul à l'appui, que les rendements de chaudières étaient mesurés à des fréquences différentes en fonction des chaudières. Les chaudières les plus puissantes font l'objet de mesures trimestrielles à différents modes de fonctionnement. Ces rendements sont ensuite moyennés pour obtenir un rendement moyen global annuel. Les consommations de gaz des chaudières sont déterminées à partir de relevés de sous-compteurs gaz. Dans le cas des trois chaudières principales, un seul compteur gaz est situé à l'entrée de la chaufferie. La répartition de la consommation entre les 3 chaudières est calculée au prorata de leurs heures de fonctionnement.

Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Contrôles des compteurs internes

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Détermination des niveaux d'activité

### **Prescription contrôlée :**

Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.

Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.

Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.

### **Constats :**

Quatre compteurs d'énergie thermique sont utilisés dans le cadre des déclarations des niveaux d'activité de l'installation. L'exploitant a expliqué qu'aucun contrôle métrologique n'était effectué

sur ces quatre compteurs.

En ce qui concerne la chaleur mesurable issue des chaudières, elle est déterminée à partir des consommations de gaz et des rendements de chaudières. Il existe 4 sous-compteurs de gaz sur le réseau après le compteur principal du site. Il a été constaté que le compteur des 3 chaudières principales était certifié conformément à la directive européenne sur les instruments de mesure (2014/32/EU). Un macaron y était apposé, mentionnant une date de fin de validité en mars 2026. L'exploitant a expliqué que le compteur avait été changé récemment et que les autres allaient être remplacés au fur et à mesure.

Le contrôle de tous les compteurs gaz n'est pas prévu par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan de contrôle métrologique portant sur les moyens de mesure utilisés pour la détermination des niveaux d'activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Contrôles des compteurs internes**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 10.5.c)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Détermination des niveaux d'activité

**Prescription contrôlée :**

100 % de la quantité nette de chaleur mesurable donnant droit à l'allocation à titre gratuit produite dans l'installation, ou importée ou exportée par l'installation, ainsi que des quantités transférées entre sous-installations, soient attribués à des sous-installations, sans omission ni double comptage;

**Constats :**

La présence des quatre compteurs intégrateurs a pu être constatée sur les installations conformément aux descriptions données par le PMS dans sa version 6. Leurs positionnements n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : évaluation des pertes de chaleur**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 2.(3)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Détermination des niveaux d'activité

**Prescription contrôlée :**

«sous-installation avec référentiel de chaleur»: les intrants, les extrants et les émissions

correspondantes qui ne relèvent pas d'une sous-installation avec référentiel de produit et qui sont liés à la production de chaleur mesurable autrement qu'à partir d'électricité, à l'importation de chaleur mesurable en provenance d'une installation relevant du SEQE de l'Union européenne, ou aux deux à la fois, cette chaleur étant:

a) consommée dans les limites de l'installation pour la fabrication de produits, pour la production d'énergie mécanique autre que celle utilisée aux fins de la production d'électricité, pour le chauffage ou le refroidissement, à l'exclusion de la consommation aux fins de la production d'électricité, [...]

**Constats :**

Comme mentionné au point 1, l'exploitant évalue les pertes de chaleur sur son réseau à 2 % de la chaleur produite. Cette valeur forfaitaire ne sera plus acceptée pour la déclaration des niveaux d'activité de l'année 2025. L'exploitant doit donc évaluer lui-même les pertes de chaleur sur son réseau et pouvoir les justifier. L'exploitant a expliqué avoir fait réaliser une étude sur ces pertes en 2012. Cette étude est basée sur une méthode par le calcul. Il a également expliqué que cette méthode pourrait être utilisée moyennant une mise à jour des calculs pour la déclaration 2025, le réseau de chaleur et la configuration de l'usine n'ayant que peu changé.

L'exploitant devra donc mettre à jour son PMS avec la nouvelle méthode de calcul des pertes de chaleur pour l'année 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite